

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 8 fr.
PÓŁROCZNE..... 16 fr.
ROcznie 30 fr.

Zagranicą :
ROcznie 32 fr.

TELEFON :
TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements :

TROIS MOIS..... 8 fr.
SIX MOIS..... 16 fr.
UN AN..... 30 fr.

Etranger :
UN AN..... 32 fr.

TÉLÉPHONE :
TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

PRO DOMO SUA

M. Jean Derezinski, coéditeur-fondateur de notre Revue, vient d'être nommé Consul de la République Polonaise à Strasbourg.

La nomination de M. Derezinski à ce poste important sera saluée avec grande joie par les très nombreux Polonais, disséminés en Alsace et en Lorraine, car sa grande énergie, sa connaissance de la France et surtout les précieux services qu'il a rendus pendant la guerre à la cause franco-polonaise justifient de la façon la plus éclatante l'heureux choix du gouvernement polonais.

La Rédaction de « POLONIA » présente à son pionnier, notre éminent compatriote, M. Jean Derezinski, ses félicitations les plus cordiales.

M. Derezinski va prendre possession de son poste à Strasbourg dans le plus bref délai.

M. Venceslas Gaśiorowski, capitaine à la Légion Etrangère, est arrivé à Paris. Il vient d'être démobilisé à la date du 7 février, comme officier français et volontaire pour la durée de la guerre, par le 26^e Bataillon de Chasseurs à pied au Fort de Vincennes.

M. Gaśiorowski, à l'heure de sa démission, a présenté sa résignation du poste de vice-Président de la Société des Etudes Militaires à Varsovie, société créée sous le patronage direct et personnel du Chef de l'Etat.

M. Venceslas Gaśiorowski retourne fidèlement à son établissement littéraire et reprend la direction de la Revue « POLONIA ».

LES AMIS de la POLOGNE

L'« Union Française » vient d'organiser une série de conférences françaises à Varsovie sur la pensée contemporaine française ainsi que sur différents sujets se rapportant à la guerre.

Excellent idée, et qui a rencontré le meilleur accueil dans la capitale de la Pologne. Ces manifestations ne manqueront pas d'avoir un succès assuré. Evidemment leur portée, au point de vue de la propagande des idées françaises, sera limitée, car quoique la langue française soit assez répandue et très aimée en Pologne, le nombre des auditeurs ne laissera pas d'être restreint. Les conférenciers français s'adresseront toujours à un même public et à un public déjà convaincu. Néanmoins, comme pour cette communion intellectuelle franco-polonaise il y a des apôtres tels que le général Castelnau, M. Louis Barthou, le Général Maud'huy, le Général Belin, M. Maurice Barres, M. Marc Sangnier, etc., sa portée ne pourra être que considérable.

Hélas ! il y a un déplorable mais.

Dès la déclaration de la proclamation de l'indépendance de la Pologne, le nombre des « amis de la Pologne » a largement augmenté. Nous pouvons parler, sans amertume, de ceux que les opinions, ou simplement l'opportunisme, ou peut-être la force des circonstances, orientaient du côté de nos ennemis et qui préféraient Pétrrogard à Varsovie. Mais, il nous est impossible de voir au premier rang des apôtres français en Pologne ceux qui ont manifesté leurs opinions sur notre pays d'une manière défavorable, et cela à l'heure de la Grande Guerre d'hier.

Tel est le cas de M. Funck-Brentano.

Précisons :

En 1915-16, la Revue POLONIA a ouvert une enquête et s'est adressée aux différentes sommités françaises afin de recueillir leurs opinions sur le sort futur de la Pologne. Notre collaborateur de cette époque s'adressa à M. Funck-Brentano pour obtenir de lui une réponse... Quelle réponse ! L'engagement public que nous avions pris de publier intégralement toutes les réponses reçues, nous a forcé la main. Et c'est à contre-cœur et contre notre propre intérêt que nous avons publié celle, trop fameuse, de M. Funck-Brentano, l'historien et le grand connaisseur de toutes les causes inconnues, lequel disait textuellement le 24 mai 1916 :

LA POLOGNE ET LE PEUPLE RUSSE

D'après les informations provenant de Varsovie, la Pologne ne répondra pas sans avoir consulté les Alliés aux propositions de paix qui viennent de lui être réitérées en termes pressants par le gouvernement des Soviets. On appréciera cette attitude de haute loyauté. Sur le fond des choses, que pense-t-on à Varsovie ?

Ceux qui font dans un sens ou dans un autre des pronostics sur les éventualités prochaines se placent généralement à un point de vue politique tout abstrait. Ils n'ont égard qu'aux convenances générales de la situation telle qu'elle est créée par l'attitude des puissances ou aux intérêts de l'Orient tels qu'ils les conçoivent. Il y a pourtant, à côté de cela, un facteur essentiel, ce sont les sentiments intimes et profonds du peuple polonais.

Dans quel esprit la Pologne a-t-elle accepté la guerre que lui imposaient les Bolcheviks ? Elle l'a acceptée en considérant les Bolcheviks comme de dangereux usurpateurs qui ne représentaient aucunement la Russie et qui n'avaient pas le droit de parler en son nom. Faire la guerre à la Russie, une guerre nationale, la Pologne n'y songeait pas. L'immense majorité du pays, par instinct et par raison, tendait à vivre en bons rapports avec le peuple russe, qu'elle ne confondait pas avec ses maîtres actuels. Les esprits les moins politiques comprenaient que la Pologne, perpétuellement menacée par le germanisme, ne pouvait sans folie provoquer délibérément l'hostilité du peuple russe.

Il y a un ou deux mois, étant donné les conditions générales de la politique des alliés, les Polonais n'avaient pas le sentiment de faire la

guerre à la Russie et la paix avec les Bolcheviks n'était pas, pour eux, la paix avec la Russie. C'est pourquoi ils ne s'arrêtaient même pas à l'idée de pourparlers avec les Soviets.

Aujourd'hui, l'on penche vers une reconnaissance du régime des Soviets. Les Bolcheviks ont eu raison de leurs adversaires russes. L'espoir semble disparaître de leur opposer efficacement d'autres forces. Dès lors la Pologne n'a-t-elle pas à craindre de rester la seule à constater la régularité, sinon le caractère national du gouvernement de Moscou ?

Voilà en quels termes se pose la question du point de vue polonais. A Varsovie, on envisage avec confiance les éventualités militaires. Raison de plus pour entamer sans crainte les pourparlers auxquels la proposition de Moscou ouvre la voie. Cette proposition est-elle sincère ? Les Polonais, et les Alliés avec eux en seront juges. Mais ce qui est bien certain, de toute façon, c'est qu'ils répugnent plus que jamais à engager avec le peuple russe une lutte qui aurait le caractère d'une « guerre sainte », selon l'expression récente d'un commissaire bolcheviste. Jusqu'ici ils ont combattu le tsarisme, voyant en l'un et en l'autre des régimes de tyrannie qui faisaient leur malheur et celui de la Russie. Si la politique des Alliés a pour effet de consacrer en quelque mesure le caractère national du gouvernement de Moscou, la Pologne, en traitant avec ce gouvernement, restera logique avec elle-même et conforme à ses traditions constantes.

HENRI GRAPPIN.

... « En précisant les choses, il faudrait que la Russie accordât à la Pologne une autonomie provinciale, semblable à celle dont jouissaient, sous l'ancienne monarchie française, les pays d'Etat, le Languedoc par exemple. Il était presque complètement indépendant, possédait son administration locale, sa langue, sa justice, le droit de percevoir certains impôts et un parlement local à Toulouse. Et la Pologne elle-même n'aurait-elle pas intérêt de renfermer ses vœux dans les limites d'une pareille autonomie ? »

Nos compatriotes, à l'ouest de l'Europe, furent indignés et voulurent, pour ainsi dire, nous lapider pour ce zèle d'impartialité. Dans les milieux polonais, le nom de M. Funck-Brentano devint proverbial.

Et aujourd'hui, M. Funck-Brentano est déjà à Varsovie. Les 6 et 11 février, il a chanté, là-bas, la gloire de la Pologne, il a fait revivre les rapports de notre pays et de la France pendant les règnes de Louis XIV, Louis XV, Louis XVI et il a loué une reine idéale : Marie Leszczinska. Il s'acquitterait sans doute aussi bien d'un sujet comme : Les relations de la cour des Tzars avec la fabrique de la Grande Chartreuse ou de la veuve Clivot.

A qui la faute ? L'opportunisme de M. Funck-Brentano n'y est pour rien, la faute incombe aux organisateurs de ces conférences.

Ils auraient dû comprendre que la Pologne n'a que faire de chercher de nouveaux amis en France, ils auraient dû comprendre que pour que la grande manifestation qu'ils projettent eût tous les résultats désirables, il fallait avant tout éliminer les noms tarés au point de vue polonais.

Ne devrait-on pas, en général, apporter plus d'attention dans le choix des personnalités pour les rapports entre la France et la Pologne ?

Les temps ont changé. Cependant les noms de ceux qui ont été parfois forcés de faire des éloges des Empires du Tsar et de prendre ce qui est polonais pour russe, sont trop profondément gravés dans les souvenirs d'hier.

LES ÉQUIVOQUES BALTIQUES

La conférence récente d'Helsingfors, qui vient d'échouer, aurait pu donner des résultats importants. Si les pays baltiques et la Pologne avaient réussi à se mettre d'accord, il leur aurait été aisé de créer un puissant système défensif qui aurait servi aussi bien du côté de l'Allemagne que du côté de la République des Soviets.

Si la Conférence n'a pas atteint son but, la cause en est dans la politique inaugurée par le Conseil Suprême à la veille du départ de M. Clemenceau, ou, pour parler plus exactement, la cause en est dans l'attitude de la Grande-Bretagne. Ce sont la Lithuanie et l'Estonie qui n'ont pas permis aux négociations d'aboutir. Or la Lithuanie et l'Estonie, depuis longtemps, sont comme les points d'appui de la politique baltique de l'Angleterre.

L'Estonie a, désormais, dans cette politique, un rôle relativement modeste, celui de servir d'intermédiaire commercial avec le pays des

Soviets. Le rôle de la Lithuanie est plus complexe et plus délicat. Nous n'avons cessé d'en souligner l'importance. Les derniers événements confirment notre point de vue.

Les dirigeants lithuaniens, installés par l'Allemagne, ont eu beau jeu jusqu'à ces derniers temps pour accomplir la tâche qui leur avait été assignée, c'est-à-dire pour créer des difficultés à la Pologne et tenir ouvert le couloir de communication entre le « Reich » et la Russie. Dans ces dernières semaines, ils ont vu la situation changer. Lettons et Polonais, étroitement unis, ont poursuivi des opérations victorieuses qui les ont conduits jusqu'à Dunabourget et au-delà. Depuis l'entrée en vigueur du Traité de paix, les Polonais occupent progressivement la Prusse Occidentale. Les Lithuaniens au pouvoir ont perdu contact à la fois avec les Bolcheviks et le « Reich ». Le rôle auquel ils avaient été appelés devient de plus en plus difficile. De là leur irritation, traduite en termes non équivoques par leurs organes autorisés.

La presse lithuanienne inspirée, dans ces dernières semaines, manifeste une mauvaise humeur très caractéristique devant le resserrement des liens d'amitié entre la Lettonie et la Pologne. La « Lietuwa », organe du gouvernement, va jusqu'aux menaces directes. Elle avertit les Polonais et les Lettons qu'ils ne doivent pas trop se croire en sécurité à Dunabourg, car, dit-elle, les Bolcheviks sont d'un côté et les Lithuaniens de l'autre. En même temps les provocations à l'adresse des Polonais sont multipliées par les autorités lithuanaises locales et la campagne de propagande bolchevique redouble d'activité.

L'ÉTAT DE LA PRUSSE OCCIDENTALE

Dans quelques jours, les Polonais auront taché de remplacer les Allemands dans les parties de la Prusse occidentale que le traité de Versailles leur a attribuées. En quel état les Allemands ont-ils laissé cette province et quelle est la tâche que les Polonais auront à y accomplir ?

Au point de vue matériel, la situation de la province n'est pas mauvaise. Les autorités allemandes, il est vrai, l'ont pillée de leur mieux depuis le jour où elles ont su qu'elle allait leur échapper, et elles ont, notamment, fait de grands ravages dans les forêts de l'Etat. Mais le pays est en mesure de réparer rapidement ces pertes. La guerre ne l'a pas atteint. Il est habité par une population économique. On y vit aujourd'hui beaucoup mieux que dans l'ancienne Pologne russe, éprouvée par la guerre et l'occupation. Une administration avisée peut faire de lui, en peu de temps, une des régions économiquement les plus prospères de l'Etat polonais.

Au point de vue ethnique, les conditions sont assez complexes. La population allemande présente plusieurs catégories très distinctes. Les grands propriétaires et les gros industriels, las de l'anarchie et de l'incertitude prolongée qui durent en Allemagne, inclinent nettement à accepter l'inévitable, c'est-à-dire la souveraineté polonaise. La classe intellectuelle n'est pas animée du même esprit. Mais elle dépendait matériellement, plus ou moins, du gouvernement prussien. Privée de cet appui, elle perdra inévitablement son influence, et l'on escompte une forte émigration à brève échéance.

Dans le peuple, l'immense majorité est polonaise. Les colons allemands, qu'ils soient dispersés à travers le pays ou réunis en groupes compacts, se montrent pour la plupart disposés à rester sur place, et il est vraisemblable qu'ils se poloniseront très vite comme ont fait des milliers de leurs aïeux.

L'élément le plus inquiétant, et de beaucoup, ce sont les nombreux officiers et sous-officiers allemands démobilisés. Militaires dans l'âme, ne songeant qu'à la guerre, ils seront comme en Allemagne, et plus encore qu'en Allemagne, un foyer d'éternel mécontentement.

L'adaptation plus ou moins rapide de ces éléments divers dépendra en grande partie de la politique des Polonais et de leur administration. Leur politique est très claire et parfaitement loyale : elle exclut tout esprit de tracasserie. Leur administration, malheureusement, rencontrera de sérieuses difficultés imputables avant tout au traité de paix. Depuis la signature du protocole de paix, la Prusse occidentale se trouve divisée en quatre parties distinctes : partie polonaise, partie soumise au plébiscite, ville libre de Dantzig, partie allemande. Les chefs-lieux de deux régences, celle de Dantzig et celle de Marienwerder, se trouvent en dehors du domaine d'administration polonaise. Il en résulte de grandes complications. Tous les services doivent être remaniés ou déplacés.

Il serait beaucoup plus facile aux Polonais d'assimiler la Prusse occidentale si la Conférence de la paix avait adopté des solutions plus simples. Ils l'ont toujours pensé, et ils s'en rendent compte aujourd'hui que l'exécution du traité est en cours. A cet égard, les affaires de Dantzig sont très caractéristiques. Une courte expérience semble avoir déjà convaincu les Polonais de l'impossibilité pratique de tirer quelque chose du régime imposé à la ville libre de Dantzig. C'est pourquoi ils envisagent dès aujourd'hui l'idée de créer un nouveau port en dehors du territoire de la ville libre. Ce projet témoigne qu'ils sont décidés à affronter avec un courage viril toutes les difficultés devant lesquelles ils ont été placés en Prusse occidentale par les solutions bâtarde du Congrès de la paix.

En tout cas, malgré ces difficultés, le sentiment dominant en Pologne est la satisfaction de récupérer les anciennes provinces de la République, ce qui lui permet d'abord d'arriver à la plénitude de ses forces, et ensuite d'obtenir par l'accès à la mer, une communication directe avec l'Occident. Ces conditions nouvelles lui sont particulièrement précieuses au moment où les ambiguïtés de la politique des Soviets sont pour elle plus inquiétantes que jamais.

A DANTZIG

Une grande activité règne à Dantzig. La ville se prépare pour la foire qui doit avoir lieu entre les 18-25 février. Les très nombreuses adhésions ainsi que le nombre des visiteurs qui ont signalé leur arrivée préoccupent les organisateurs qui sont en quête de logements pour héberger tout ce monde attendu. Le caractère international de la foire se dessine de plus en plus, mais il faut souligner que la plus forte participation sera celle des Etats qui sont restés neutres pendant la guerre.

La Hollande, la Suisse, l'Espagne, les pays scandinaves manifestent un vif désir de nouer des relations économiques et commerciales avec les Etats de l'Est de l'Europe.

Le bourgmestre Sahm, qui figure pourtant sur la liste des coupables sous le numéro 50 (pillage organisé, extorsion), n'a pas renoncé à son projet de former à Dantzig une sorte de Gibraltar politique allemand.

A ce propos, le journal pangermaniste *Deutscher Volksrat* émet l'opinion suivante : « Tant que Dantzig restera allemand, il formera un roc de granit au milieu de la marée polonaise. Dantzig est un pont naturel entre l'Allemagne

et la Prusse orientale, et la base de ralliement des éléments allemands disséminés en Prusse occidentale polonaise...»

On parle ouvertement, dans l'entourage du bourgmestre Sahm, du projet de conserver à l'Etat libre de Dantzig son caractère allemand et de maintenir, à l'intérieur de cet Etat, une forte armée camouflée en une « Sicherheitswehr » (garde de sécurité). Cette armée sera prête, le cas échéant, à effectuer la jonction de la Prusse orientale et du Reich et à jeter bas l'œuvre de la paix de Versailles.

**

Le Dziennik Gdanski signale tous les jours des actes de pillage et de vol auxquels se livrent les ouvriers allemands du port au préjudice de l'Etat polonais. Comme les troupes anglaises tardent à venir, et que la police polonaise se voit interdit l'accès de la ville, le brigandage allemand reste complètement impuni. Un détective polonais voulant intervenir, les voleurs l'ont roué de coups sous les yeux des policiers allemands impassibles. Quelques contrôleurs polonais du port ont été également maltraités. L'audace des malfaiteurs est encouragée par l'impunité et le pillage prend des proportions formidables.

**

On discute dans les milieux dirigeants polonais le projet de l'établissement, sur la côte baltique, d'un grand port commercial polonais à l'exclusion de Dantzig dont le statut actuel est plutôt gênant pour l'essor du commerce polonais.

On envisage la création d'un port à Tczewo ou entre Gdansk (Dantzig) et Puck. La question est d'une importance capitale, car l'avenir et le bien-être des 30 millions d'habitants de la Pologne dépendent d'un libre débouché sur la mer. Il est regrettable que l'Entente, au lieu de favoriser le développement de la Pologne, ait mis, au contraire, un obstacle sur son chemin sous la forme de l'Etat libre de Dantzig.

**

On annonce la constitution à Dantzig d'une société anonyme anglo-polonaise ayant pour objet l'organisation d'un service aérien régulier entre Dantzig, Varsovie et Cracovie.

Le capital de la Société est de seize millions et demi de marks polonais. Le service des passagers sera assuré par des appareils Handley Page.

LA PAIX AVEC LES BOLCHEVIKS

— La réponse de la Pologne aux Soviets.

Le retour à Varsovie des nombreux otages que les autorités des Soviets viennent de libérer a permis au gouvernement polonais de se renseigner exactement sur l'état actuel du régime bolcheviste et de l'armée rouge.

Les otages sont unanimes à déclarer que la situation à Moscou est lamentable. La population, très réduite, souffre la faim et le froid. Une course en fiacre coûte 2.500 roubles, une livre de beurre se vend 2.700 roubles. L'accablement et la misère règnent dans la ville. La plupart des usines chôment; d'autres, par contre, travaillent pour les besoins de l'armée; la journée est de 12 heures et le travail se fait sous la surveillance de sentinelles, baïonnette au canon.

L'esprit général continue à être très hostile au régime des Soviets, même parmi la classe ouvrière. Le trafic des voies ferrées devient de plus en plus réduit, faute de matériel et à la suite du mauvais état des ouvrages d'art; sur plusieurs lignes les trains ne circulent qu'une fois par semaine. C'est à la lueur de ces rensei-

gnements qu'on arrive à comprendre la hâte qu'a le gouvernement de Moscou à conclure la paix avec la Pologne, en dépit des succès remportés sur Koltchak et Denikine. Telle est, au moins, l'opinion polonaise en ce qui concerne la proposition de paix des Soviets, proposition rendue nécessaire par l'état lamentable de la Russie.

Aucune décision n'a été encore prise à Varsovie, quant au fond de la réponse à faire aux Soviets. Le gouvernement polonais ne décidera rien sans une entente préalable non seulement avec les gouvernements alliés, mais encore avec les Etats baliques et la Roumanie.

Voici d'ailleurs le télégramme aux bolcheviks :

« Le gouvernement de la République polonaise accuse réception de la déclaration radiotélégraphique du gouvernement de la République soviétique russe datée du 29 janvier 1920.

Cette déclaration sera étudiée et une réponse communiquée au gouvernement soviétique russe. »

— La Pologne n'entend pas précipiter la solution.

Après le télégramme par lequel M. Patek, ministre des affaires étrangères de Pologne, a accusé réception à Tchitcherine de la proposition de paix des Soviets, la Diète polonaise a suspendu ses travaux pour quelques jours. En dernier lieu, les députés socialistes ont fait tous leurs efforts pour obtenir de l'assemblée une déclaration en faveur de la paix. Ils se sont heurtés à la résistance de leurs collègues, et notamment des députés paysans, qui doutent de la sincérité des propositions faites par le gouvernement des Soviets et répugnent à s'engager avant que la question ait reçu les éclaircissements voulus. C'est à quoi travaille actuellement le gouvernement de Varsovie. Quand il connaîtra avec précision les conditions des Bolcheviks et les sentiments des Alliés, il en rendra compte à la commission parlementaire des affaires extérieures. La commission, après les avoir examinés, rédigera un rapport et le présentera à la Diète, qui prononcera alors en connaissance de cause.

— Les plans militaires des Bolcheviks.

En même temps que le gouvernement des Soviets envoyait à la Pologne ses dernières propositions de paix, la nouvelle parvenait à Berlin que les dirigeants bolchevistes venaient de tenir à Moscou un important conseil. Il s'agissait de prendre une décision au sujet de la future politique militaire de la Russie. Trotsky était d'avis de laisser l'Europe en paix pour le moment et de concentrer tous les efforts en Asie à la conquête de la Perse, de l'Inde et de la Chine. Cette thèse était soutenue par Kameniev (Rosenfeld) et Zinoviev. Un autre Kameniev qui, en sa qualité de chef de l'Etat-Major général, est par le fait généralissime des forces rouges, s'est posé en partisan déclaré d'une offensive immédiate sur le front polonais. La conquête de l'Orient ne présente pas, selon lui, beaucoup de difficultés. Par contre, le temps consacré aux opérations en Asie permettrait à la Pologne de se préparer et de rallier autour d'elle les plus dangereux ennemis du bolchevisme. Lenine n'ayant pas émis d'opinion définitive, la décision a été remise à une date ultérieure.

— La réponse des socialistes polonais.

Le *Robotnik*, organe central du parti socialiste polonais, publie la réponse suivante au manifeste des Soviets contenant la proposition de paix :

« Le gouvernement des Soviets n'a pas combattu que « les impérialistes du monde entier ». Il voulait aussi s'imposer par la violence aux pays

et aux peuples qui se sont détachés de la Russie et qui veulent être indépendants.

« Le gouvernement des Soviets n'a pas respecté le droit à l'indépendance ni en Lituanie, ni en Ruthénie-Blanche, ni en Ukraine, ni en Estonie, ni en Lettonie. Le gouvernement des Soviets menaçait la Pologne.

« Aujourd'hui, la situation n'est plus la même. L'invasion bolcheviste a été roufoulée au delà des confins de la Pologne; le sort de la Lituanie et de la Ruthénie-Blanche sera réglé par une entente des nations intéressées; les Etats Baltes consolident leur indépendance. Il n'y a qu'en Ukraine que règne toujours un tourbillon d'anarchie et de sang, mais il paraît de plus en plus certain que, là aussi, la force aveugle des armes ne créera rien de stable et que, seule, une paix équitable peut résoudre la question ukrainienne selon les lois de la justice. La vie réelle a eu raison des velléités de l'expansion bolcheviste à l'égard des anciennes « provinces » russes, devenues Etats libres. Toute la phraséologie de Tchitcherine ne saurait changer cet état de choses, le seul qui importe.

« Oui, certes, la Pologne aspire à la paix. Mais la Russie socialiste la réclame encore davantage. Nous n'avons vu, en Russie, qu'une dictature des commissaires, qu'une terreur et qu'une destruction; nous n'y voyons aucune œuvre socialiste positive et les travailleurs y attendent toujours les libertés promises. »

— Une indication précise.

M. Asquith, faisant allusion au discours du trône, prononcé par le roi George V à l'ouverture du Parlement Anglais, avait dit textuellement :

« Il faut rétablir pleinement et en toute liberté les relations commerciales avec la Russie. Il faut obliger la Pologne et les Etats baltes à suivre l'exemple de l'Estonie et à faire la paix avec la Russie. »

« Les alliés devraient faire de même, parce que ni leurs ressources financières, ni les sentiments de leurs populations ne justifient une intervention en Russie. »

« Ainsi la Pologne sera peut-être obligée de faire la paix, non avec la Russie mais avec les Bolcheviks, car c'est à l'instar des Alliés que la Pologne continuait la guerre contre les Soviets. »

— Tout dépend de la Pologne.

La presse viennoise commente avec un vif intérêt la situation créée par les dernières propositions de paix faites à la Pologne par la République des Soviets. « C'est en Pologne, dit l'*« Arbeiterzeitung »*, que se décide aujourd'hui le sort de l'Europe. Après la débâcle de Koltchak et de Denikine, la Pologne est la seule puissance capable de continuer la lutte contre la Russie des Soviets. Si elle consent à mener cette guerre pour le compte de l'Entente, le sort de l'Europe se déclera au printemps dans une lutte à vie et à mort entre la Pologne et la Russie. Si la Pologne refuse ses services, l'Entente pourra encore causer au Gouvernement des Soviets quelques désagréments, mais elle ne sera pas en état de mener une guerre sérieuse contre la Russie. »

Après avoir indiqué que la situation géographique de la Pologne lui imposait la nécessité de s'abstenir de toute politique d'annexion à l'Est, afin de ne pas s'allier ses voisins, l'organe des socialistes autrichiens termine par ces mots : « Tout dépend de la Pologne. Sans elle, l'Entente est dans l'impossibilité de continuer la guerre. C'est à la Pologne de décider. »

LE MARÉCHAL FOCH EN POLOGNE

Nous apprenons que, malgré plusieurs démentis, M. le Maréchal Foch doit partir prochainement pour la Pologne. Le Grand Chef sera très chaleureusement accueilli et acclamé par le pays tout entier, qui a pour lui une profonde vénération. Du reste, son arrivée aura une importance considérable.

Nous nous permettons de souhaiter que l'intervention personnelle de M. le Maréchal Foch puisse, en même temps, contribuer au rapprochement militaire franco-polonais et à la réorganisation de l'armée polonaise. Deux problèmes qui ont été négligés jusqu'à ce jour.

SITUATION ÉCONOMIQUE

— La renaissance économique en Pologne. La production du charbon augmente rapidement.

On communique de Varsovie que la production des mines de Dombrowa et de la région de Cracovie accuse chaque mois un accroissement continu. Comme dans tous les pays belligérants, la production minière en Pologne a baissé sensiblement par rapport à celle d'avant guerre. Grâce cependant aux capacités de la direction polonaise des mines, soutenue par l'effort solidaire des ouvriers, cette diminution fut vite enrayer et, dès l'année 1918, le mouvement ascendant commença. Si au mois de janvier 1919, la quantité de charbon extrait aux mines de Dombrowa représentait déjà le 62,8 % de la production d'avant guerre, au mois d'octobre de la même année, cette proportion s'exprime déjà par le chiffre de 85 % pour les mines de Dombrowa et de 87 % pour la région minière de Cracovie. Il est à noter que la production de charbon brun a même sensiblement dépassé celle d'avant guerre, accusant au mois d'octobre 1919 136 % de la production moyenne de 1913.

Ces chiffres sont d'une éloquence incontestable surtout si on les compare aux statistiques analogues dans les autres pays belligérants. En Angleterre, par exemple, la production moyenne des mines dans le premier semestre de 1919 est descendue jusqu'aux 82 % de celle d'avant guerre; aux États-Unis ce rapport s'exprime par le chiffre de 89 %; en Belgique — 73,7 %; en France (sans l'Alsace-Lorraine) — 56 %; en Allemagne enfin — 51,6 %.

Ainsi au point de vue de l'amélioration de la production charbonnière, l'effort polonais tient actuellement le record en Europe et parmi les pays belligérants, seuls les États-Unis dépassent de 2 % la Pologne sous ce rapport. Les Allemands, qui aimait tant vanter leur supériorité dans l'organisation du travail et qui en tireraient même quelque argument contre l'attribution de la Haute-Silésie à la Pologne, devront peut-être changer d'avis et de méthodes de propagande devant l'éloquence de ces résultats.

— L'industrie textile reprend le travail dans la Pologne dévastée.

On communique de Varsovie que malgré la désorganisation systématique et minutieuse que les Allemands ont poursuivie en Pologne, l'industrie textile, la plus importante et la plus atteinte par la guerre, commence à se relever rapidement. Les grandes filatures de Lodz et de Bialystock reprennent le travail surtout en vue de satisfaire le marché intérieur dont les besoins sont très larges. La production générale des filatures croît sans discontinuer et atteint déjà 16 000 de la production générale d'avant guerre. Rien qu'à Lodz, les filatures cotonnières ont produit jusqu'au 1^{er} décembre 1919 pour 10 millions de mètres d'étoffe en coton. L'accroissement si désirable de la production textile dépend surtout de l'importation du

coton brut qui ne suffit pas encore aux besoins de la fabrication.

On prévoit, d'autre part, que le rattachement définitif des terrains houillers de la Haute-Silésie à la Pologne raffermira la situation générale de l'industrie polonaise d'une manière aussi prompte que décisive.

— L'amélioration des transports en Pologne.

M. Bartel, ministre des voies de communication, a convoqué hier les représentants de la presse afin de leur présenter la situation actuelle des chemins de fer polonais.

Les mesures, a dit le ministre, prises dernièrement au sujet de l'arrêt momentané du trafic, ont été motivées par des nécessités d'ordre hygiénique car on procède actuellement à une désinfection générale des wagons. D'autre part, on fait des essais d'adaptation des locomotives au chauffage au mazout.

Les trains de marchandises n'ont pas été arrêtés. Leur nombre va être augmenté, le matériel roulant acheté en Amérique devant arriver sous peu. La première livraison a été déjà débarquée à Dantzig.

Le gouvernement a élaboré un vaste plan ferroviaire. Il a l'intention de construire trois nouvelles usines polonaises ne devant fabriquer que des locomotives et des wagons. Les usines existantes, notamment celles de Sanok, de Cracovie et d'Ostrowice, seront agrandies.

D'ici deux mois, a conclu le ministre, les communications de la Pologne avec l'étranger deviendront tout à fait normales.

— Incident polono-allemand à Tczew.

L'occupation de Tczew (Dirschau), important nœud de chemins de fer et port sur la Vistule, par les Polonais, a été suivie d'une tentative de sabotage en grand style de la part des Allemands. Lors de l'entrée des troupes polonaises, quelques marins polonais, entraînés par l'enthousiasme, renverseront le monument de Guillaume II. Prenant pour prétexte ce fait, les cheminots allemands, inspirés par des agitateurs spartakistes, proclameront la grève sur tout le réseau et essaieront même à certains endroits de gêner l'avance de l'armée polonaise d'occupation. On a pu établir que les dépêches annonçant la grève proclamée soi-disant par suite de l'offense portée au patriotisme allemand avaient été expédiées avant l'incident en question. L'attitude énergique des autorités polonaises, qui répondirent par un refus catégorique de traiter avec les grévistes allemands avant la reprise du travail, eut vite raison de l'arrogance allemande.

ÉCHOS

— Notre adresse télégraphique.

Afin de faciliter à nos correspondants les relations télégraphiques avec notre Revue, nous avons déposé un raccourci de notre adresse.

POLONIOP PARIS telle est notre adresse télégraphique. Elle peut paraître bizarre, mais c'est que les prescriptions administratives s'en sont mêlées.

Si donc on désire avoir une communication télégraphique avec nous, il suffit de l'adresser à **POLONIOP PARIS**.

— Une récompense bien méritée.

Nous sommes heureux d'annoncer que notre charmante compatriote, l'éminente artiste, Mlle Halka Ducraine Hulewicz, qui a assuré son précieux concours, pendant la guerre, à 200 représentations de bienfaisance, conférences et auditions de propagande polonaise, vient d'être nommée Officier d'Académie.

Son livre *La femme Polonaise*, dont la troisième édition est épuisée (Librairie Académique Perrin) n'a pas manqué d'être d'une très grande utilité à la propagande polonaise. Mlle Halka Ducraine Hulewicz n'a jamais ménagé ni son temps, ni ses efforts et a rendu des services patriotiques considérables.

= Concerts.

L'illustre virtuose et pianiste Joseph Sliwinski, de passage à Paris, donne trois récitals de piano à la Salle Gaveau, dont le dernier aura lieu le jeudi 19 février à 9 heures du soir.

Les billets sont mis en vente à la Maison Gaveau, 45, rue La Boétie.

Chronique financière

Les semaines se suivent mais ne se ressemblent pas toujours. La hausse a fait brusquement place à un mouvement de réaction qui, pour être sans doute passager, n'en est pas moins assez sensible. Aussitôt, la gent boursière de se demander anxieusement : « Que se passe-t-il donc ? Quelles sont les raisons de la baisse ? Peu disposés à approfondir les choses, la masse des spéculateurs au jour le jour, veut toujours qu'il y ait une raison extérieure quelconque à chaque mouvement en avant ou en arrière, alors qu'en réalité ces mouvements contiennent toujours en eux-mêmes des causes d'un choc en retour. La hausse ininterrompue de ces jours-ci ne pouvait pas ne pas amener une réaction par le seul fait de son caractère spéculatif : si justifiée qu'elle soit — et elle l'est — des brusques reculs du genre de celui auquel nous assistons en ce moment sont inévitables et même, disons-le bien, salutaires pour la tenue ultérieure du marché. Dégagée des positions faibles et peureuses, la Bourse peut d'autant plus aisément reprendre sa marche normale et les cours bas ne manquent pas d'attirer de nouveaux acheteurs.

La baisse a surtout touché les valeurs de pétrole. Est-ce à dire qu'elles ont perdu tout attrait spéculatif ? Nullement, car l'industrie du pétrole n'est pas le moins du monde influencée par les mouvements de bourse et continue à traverser une ère de prospérité sans précédent. Aussi, persistons-nous à recommander la mise en portefeuille des Royal Dutch, du Shell et des Mexican Eagle, titres appelés à des très hauts cours.

Les valeurs minières quoique touchées par la baisse, sont en plus-values notables.

La Camp Bird dont nous avons instamment recommandé l'achat à 42 et 52 francs, vaut 70 ; la hausse est loin d'avoir dit son dernier mot sur ce titre, au dire des initiés.

Parmi les valeurs diverses, les actions Cercle de Monaco, conformément aux prévisions formulées ici même, montent de 4.100 à 4.300 avec un marché très actif. L'engouement pour le jeu que chacun peut constater actuellement, justifie, pour cette valeur, des cours très supérieurs ; il est plus que probable qu'ils seront atteints avant peu, la saison à la Riviera battant son plein en ce moment.

Les valeurs polonaises continuent à être demandées. La Huta-Bankowa monte à 1.665, les Charbonnages de Sosnowice à 1.200, le Dombrowa à 1.170. Les Tubes de Sosnowice sont en forte hausse à 510. L'action Boryslaw, très intéressante, monte à 235.

A la Bourse de Lille, les valeurs pétrolières polonaises sont en effervescence ; voici les derniers cours :

Action Bordeni :	440.
Dąbrowa :	1.550.
Grabownika :	1.235.
Polana :	410.
Potok :	627.
Wańkowa :	800.
Zagorz :	310.
Silva-Plana :	4.100.

PAUL LANDOWSKI.

KOMISJA PLEBISCYTOWA W KS. CIESZYŃSKIM

Polska Ajencja telegraficzna donosi z Cieszyna. Odbyła się tu konferencja, w której wzięli udział: ze strony komisji międzykoalicjowej upołnomocony minister, hr. Manneville, podsekretarz stanu Borsorelli, konsul generalny Wilton i dr. Yamada, ze strony zaś polskiej poseł Zamorski, ze strony wreszcie czeskiej Matousz.

Ustalono następujący program: 2 lutego przyjeżdża wojsko francuskie, a za niem wojsko włoskie. Francuzi wysiadają w Boguminie, zajmują stację, a następnie Polską Ostrawę, Karwin, Frysztat i Cieszyn. Włosi zajmą Jabłonków, Skoczów, Bielsk i prawdopodobnie Spiš i Orawę.

Wojsko polskie i czeskie opuści Ślązk, cofając się poza Białkę i Ostrawicę.

Odtąd Ślązk stanowić będzie jednostkę administracyjną i polityczną. Linia celna i wojskowa, zaprowadzona nad Olszą, będzie zniesiona. Przewóz towarów do Ks. Cieszyńskiego jest dozwolony. Co do wywozu towarów ze Ślązka, może państwo polskie nad Białką, a państwo czeskie nad Ostrawicą zaprowadzić linię celne. Rada narodowa traci władzę administracyjną.

Przy komisji mianowani będą: prefekt polski i prefekt czeski.

Państwo polskie i czeskie dostarczyć mają zarządowi komisjnemu taką ilość żywności, jakiej dotyczeas dostarczały dla Ślązaka.

Pieniądze polskie i czeskie mają kurs obowiązujący na tych przestrzeniach, na których go miały dotyczeas, wzajemnie zaś kurs relatywny na obu przestrzeniach.

Komisja będzie starała się przeprowadzić całą akcję jaknajprędzej.

Skład międzynarodowej komisji plebiscytowej jest następujący:

Francuscy członkowie komisji: hr. Manneville, szef delegacji, Pichon sekretarz, rotmistrz de Framont, kapitan Lepretre, tłumacz dla języka polskiego, Daminois, oraz tłumacz dla języka czeskiego, kapitan de la Forest d'Yvonne.

Członkowie misji angielskiej: konsul generalny Wilton, pp. Pearson, Sullivan, Marris, Flowers, Watt i Edwards Carter.

Członkowie misji włoskiej: margrabia Borsorelli, podpułk. margr. de Vernetto, hr. Tornielli, kap. Borsorelli, Bartholomuzzi, Baudine i Terrofino.

Japoński członek komisji dr. Yamada.

Z powodu przybycia komisji międzykoalicjnej rada narodowa wydała do ludności odezwę, w której serdecznie wita reprezentantów państw sprzymierzonych i wzywa ludność, aby skorzystała ze swobody, zapewnionej przez komisję, do walczania o prawa Polski.

RZECZPOSPOLITA

Zagrożona kultura Polski.

Prezes ministrów, Skulski, przyjął delegację, wyłonioną z ramienia zarządu Tow. literatów, i dziennikarzy polskich w Warszawie, w osobach pp. Dąbrowskiego prezesa, Prószyńskiego wiceprezesa oraz Grabowskiego i Jarkowskiego członków zarządu, w sprawie poczynienia przez czynnik rządowe kroków i zarządzeń, zmierzających ku zapobieżeniu katastrofie, jaka grozi całemu ruchowi wydawnictwu polskiemu wobec zatrważającego, zwiększającego się z dnia na dzień, braku papieru.

Sprawę tę zreferował na posłuchaniu p. Jarkowski, poczem prezes ministrów wysłuchał wyjaśnień uzupełniających ze strony innych

członków delegacji. Prezes ministrów obiecał gorąco poprzeć akcję Tow. literatów.

W złożonym memoriale delegacja Tow. literatów proponuje, jako środki zaradcze, między innymi:

1) Wydanie bezwzględnego zakazu wywozu papieru z kraju pod wszelką postacią;

2) poczynienie ułatwień dla papieru, przywożonego z zagranicy na potrzeby wydawnictw książkowych, na równi z ułatwieniami, jakie były poczynione dla papieru gazetowego;

3) jaknajszysze poczynienie ułatwień dla fabryk papieru w kierunku ich niezwłocznego uruchomienia;

4) powołanie w tym celu specjalnej komisji z pośród zawodowców oraz z grona instytucji i organizacji, które wejdą do mającego powstać, z inicjatywy Tow. literatów i dziennikarzy polskich, « Komitetu ratowania książki », w celu bardziej szczegółowego omówienia tej sprawy, ważnej dla obrony przed upadkiem kultury narodowej.

*** Obrót przekazowy w walucie markowej.**

Z miniserium poczt i telegrafów otrzymujemy komunikat następujący:

Z dniem 1 m-lutego wprowadzi się wzajemny obrót przekazowy w polskiej walucie markowej do 1.000 marek polskich na wszystkich ziemiach Rzeczypospolitej z wyjątkiem Ślązaka Cieszyńskiego i ziem wschodnich. W Małopolsce i byłe okupacji austriackiej dopuszczalna wpłata kwot przekazowych w koronach w ustawnym stosunku wymiany 1 kor równa się 70 fen., natomiast wpłata w koronach tylko w razie braku marek. Do byłej dzielnicy pruskiej dopuszczalne są przekazy jedynie do urzędów pocztowych, podległych dotyczeas pozańskiej dyrekci poczt, niedopuszczalne narazie do okolic, obenie od niemiec odbieranych. Do wszystkich przekazów mają zastosowanie dotyczeasowe opłaty wewnętrzne i ogólne przepisy.

PRO DOMO SUA

Jan Dereziński, współwydawca i współzałożyciel « POLONII », zasłużony na niwie społeczno-narodowej działacz, został mianowany Konsulem Rzeczypospolitej Polskiej w Strasburgu.

Nominacja ta, na tak ważne stanowisko państwowego polskiego, Jana Derezińskiego daje rękojmie, iż niezmiernie liczne a rozproszone po całej Alsacji i Lotaryngii zastępy polaków posiadają opiekuna i przewodnika wyprbowanej energii i sumienności, znającego doskonale stosunki państwowo-administracyjne francuskie i cieszącego się zaufaniem, pełnego zapału i poświęcenia, organizatora.

Redakcja « POLONII » zasyła swemu pionierowi, a dziś Konsulowi Rzeczypospolitej, najserdeczniejsze życzenia.

Konsul Dereziński obejmie niebawem swoje stanowisko i wyjedzie na stały pobyt do Strasburga.

Wacław Gąsiorowski, kapitan Legii Cudzoziemskiej, przydzielony ostatnio do Francuskiej Misji Wojskowej w Polsce, przyjechał z Polski i, jako oficer francuski i wolontariusz Armii francuskiej, został zde-

mobilizowany w dniu 7 lutego rb., w forcie Vincennes, przez 26 Batalion Strzelców Alpejskich. Wacław Gąsiorowski złożył równocześnie piastowany mandat wiceprezesa Towarzystwa Wiedzy Wojskowej w Warszawie, Towarzystwa założonego pod osobistą pieczę Naczelnika Państwa, brygadiera Piłsudzkiego.

Wacław Gąsiorowski powrócił do swego warsztatu literackiego i objął Redakcję « POLONII », która, jak i niegdy, pod jego pozostawać będzie kierunkiem.

POLACY NA SYBERJI

I

W przejeździe z Syberji do Polski, bawiła przez dni kilka poważna delegacja obywatelska polska, mając na czele swem p. Tadeusza Podkomorskiego, jenca cywilnego rosyjskiego w chwili wybuchu wojny a następnie wybitnego działacza, który, do ostatnich dni, trwał na stanowisku przewodnika wielu potężnych polskich organizacji społecznych, z początkiem w Orenbergu a później w rozlicznych środowiskach polskich Syberji.

Z ust p. Podkomorskiego, podczas długich z nim, i ze wszyskimi członkami delegacji, konferencji, usłyszeliśmy mnóstwocale niesłychanie ciekawych szczegółów o rodakach naszych na Syberji. Podajemy tutaj ważniejsze z takich, które kwalifikują się do publicznego ogłoszenia...

Delegacja polska zdolała wyrwać się z Syberji przez Chiny, Japonię i, dalej, okrętem, drogą okólną, przez Suez do Marsylji... O drodze krótszej, przez Stany Zjednoczone, nawet roić się mogła wobec bezwzględnych zakazów amerykańskich w komunikacji z Syberią... Stąd wynikły dla Delegacji olbrzymie koszty, bo okrągła sumka 450.000 rubli od osoby... Delegacja przybyła z pełnomocnictwami Zjazdu polskich kupców, przemysłowców i techników, wioząc do kraju bardzo poważne postulaty i postuły realne, bo od razu poparte miljonowymi składkami Radków naszych syberyjskich...

Ilu jest polaków w tej chwili na Syberji?

Licząc bardzo ogólnie, unikając wszelkiej przesady, w tej chwili, liczba polaków na Syberji sięga trzystu pięćdziesięciu tysięcy (350.000). Przeważająca część składała jenicy, urzędnicy, pracownicy kolejowi, uchodźcy przed falą bolszewizmu ze wschodniej Rosji europejskiej a dalej, zamieszkały od dłuższego czasu, rodacy. Język polski na Syberji słyszać co kroku, na całej linii kolejowej od Uralu do Władywostoku, do Charbina, do Szanchaju. Kmiecie polscy, zgarńci przemocą przez cofające się wojska rosyjskie, mieszkańców Ziemi polskich? Tych już nie ma prawie... Poszli dawno... wyruszyli pieszo... ku Wiśle, grabieni po drodze przez bandy zbójcze, przez bolszewickie czeredy.. Ilu ich zostało dotrzeć, nie wiadomo. Gdy jeno prysły zakazy, gdy wybuchała rewolucja, nie było siły, aby kmiecia, chłopa polskiego zatrzymać... Zabierał ubogie szczątki dobytku i włóki się na piechotę, bo jeżeli miał wózek i konia, to rabowano mu je zaraz przed pierwszym etapem... Chłop szedł z rodziną cała na zachód, aby do Polski, aby do ojczystej ziemi, i tak szedł po dobro miesiącami! Pozostali organizowali się, spieszili się z samopomocą i przeżywali, tak samo, jak i wszelkie inne wyspy polskie, chwile zamętu, ciężkich walk wewnętrznych, potegowanych przez zamęty pojęć i ścieranie się opinii kraju. Komunikowanie się z czynnikami miarodajnymi było niesłychanie trudne... Tele-

gramy, radiotelegramy, słane drogami okólnemi nie dochodziły... W Szanchaju, w Tokio, strzowali rosyjscy ambasadorowie, którzy sprawowali swe urzędy dalej, tak, jakby nad Imperium rosyjskiem unosiła się w pełni mocy czapka Monomacha... Rosja cesarska była w plomieniach, pławiła się we krwi a tam, na Wschodzie dalekim, paradowali ambasadorowie autokratyzmu, nie mający żadnych względów dla polskiej racji stanu, krzyżujący polakom wszelkie plany... Stąd wielki był zamęt i bolesne starcia... Jak wszędzie może.

Na Syberji rządził Kołczak. Kołczak a raczej czterech jego satelitów, generałów dawnego pokroju, jak Samsonow, Dutow, Lebiediew i Kałmykow, zbrojnych w atamańskie szarże i dziwiących się, że *intriga polska* śmie zagarniać tak *istino-ruskie* miasto, jak Warszawa!... W chwilach, kiedy wojsko Kołczaka, rekrutujące się z rozmaitych żywiołów, ponosiło klęski, musiało cofać się, wówczas sentyment dla polaków wzrastał, lecz, przy pierwszym zwycięstwie, znów ginął bezpowrotnie. General Horwat, generał-gubernator rosyjski w Mandżurji, ten był nieco względniejszy, miewał chwile tolerancji i « liberalniczał » na sposób kadecki!...

Syberyjski bolszewizm? Jest i bolszewizm na Syberji, lecz przedewszystkiem istnieje ogólny prąd, który dzieli się na różne odłamy a który nazywa się właściwie « antikołczakizmem. » Syberja była wrogo usposobiona do rządów Kołczaka, widząc w nich tylko walczący o władzę carat... I dlatego owo głoszone ostatnio zwycięstwo « bolszewizmu » na Syberji jest tylko i przedewszystkiem rozbrojeniem Kołczaka i jego siepaczy. Opozycja przeciwko Kołczakowi była bardzo wielka. Irkuck oddawna groził rewolucją i nie tylko Irkuck...

Czeskie wojska. Czesi, cofając się przez bolszewikami, doszli do Uralu, tu zreorganizowali się, powiększyli swoje szeregi, dosięgli liczby około 20.000 żołnierza, sformowali, na swój rachunek, znaczny oddział polski i stanęli przy Kołczaku... Nastąpiło rozbicie Austro-Niemiec, Czesi dalej ocalali Rosję!... Która Rosję? Niewiadomo. Natomiast jest faktem, że niszczyli Syberię i gnębili Sybiraków... Zagarnęli całą linię kolejową, byli kontrolerami transportów, panami wszechpotężnymi, rządzącymi się własnym tylko interesem, więc handlowali i zarabiali mnóstwo pieniędzy... Dość powiedzieć, że ta armia czeska, która była utrzymywana za pieniężne francuskie, zdążyła spłacić swoje wszyskie długi i utrzymywać się z « własnych funduszów »! Co więcej, dzisiaj jest obladowana złotem i platyną syberyjską, przywiezie do ojczyzny majątek, lecz i przywiezie, o czym może sfera czeskie nie wiedziała, nienawiść śmiertelną nie tylko ludu syberyjskiego, nie tylko rosjan, lecz i Japończyków i Chińczyków a nawet Amerykanów, których dziesięciotysięczny korpus również handluje na części linii kolejowej...

Wojsko polskie? Było go w pewnej chwili około 12.000. Utworzono zostało przez tak zwany Komitet Wojskowy, złożony z osób, których nazwiska nie mają dla szerszego ogółu znaczenia, jak pp. Sadowski Zygmunt, Serafim, Gintowt-Dziewartowski, Bandrowski i kilku innych. Komitet zawarł był umowę z czechami, oni dali środki, kadry, instruktorów i całą władzę. Kiedy robota była w pełni przybędą na Syberię major Czuma, wysłany przez gen. Hallera. Major Czuma uległ Komitetowi Wojskowemu przedewszystkiem i, jako człowiek raczej słabo politycznie się orientujący, politycznie dobra nam nie przysporzył. Formacje polskie były dziwne. Pierwszy pułk nazywał się pułkiem Kościuszki... drugi nazywał się

Der zweite Jaeger Regiment zu Fuss, a trzeci zwał się już Tretij strzelkowyj połk... Do tego wojska przyjechała druga delegacja wojskowa polska, w osobie kapitana Okulicza, któremu towarzyszyły dwie młodzieńcowe-oficerów. Delegację tę znów przysiągł gen. Haller i znów bez żadnych dokładniejszych dyrektyw, bez żadnych informacji, wiadomości. Kapitan Okulicz jeszcze słabiej niż Czuma orientował się w sytuacji. A sytuacja politycznie była zresztą prosta. Po zawarciu rozejmu przez Aljantów z Niemcami... utrzymywanie frontu polskiego na Syberji było conajmniej błędem, bo mieszaninem się do wojny domowej rosyjskiej, bo niepotrzebnem zwrotniem sił polskich... A nawet, wobec « sentymentów rządów Kołczaka dla Polski, wprost szkodą. Wojsko polskie z pod влады generala Janina i przeszło na koszt Francji. General Janin został dowódcą « wojsk słowiańskich » a korpus polski stał się znany, jako wojsko « katolickie »! Stosunki w Wojsku polskim na Syberji są opłakane, wystarczy powiedzieć, że oficer otrzymuje miesięcznie 1.000 rubli syberyjskich żołdu i przypomnić, że bochenek chleba (rodzaj bułki) kosztuje 5 rubli, a obiad w kantynie oficerskiej... kosztuje 60 rubli!... Skądże więc oficer może wystarczyć na utrzymanie? A żołnierz?... No a żyć przecież musi!... Polaków naogół otaczała z początku wielka sympatia. Sybiracy szanowali polaków aż do pamiętnej chwili, kiedy rozkaz bezwzględny Kołczaka, we wrześniu roku 1919, nakazał korpusowi polskiemu porachunek z ludnością pomawianą o bolszewizm czy z bolszewiczą. Działo się to pod Omskiem... Korpus polski wykonał rozkaz... wrócił z wyprawy obladowany dobytkiem, zdobyca... i nienawiścią. Poszedł ślepo za rozkazami satrap, za przykładem czechów. Był to wielki błąd, którego skutki po dziś dzień dają się odczuwać na całym obszarze Syberji...

(dokończenie nastąpi).

— Jeszcze w kwestji wysyłania pieniędzy do kraju.

Zwracamy uwagę raz jeszcze wszystkich, wysyłających pieniądze do kraju, aby ścisłe trzymali się, udzielanych przez nas, wskazówek, ileż sprawdziliśmy, że większość jest nie tylko słabo obznajmiona z manipulacjami bankowymi, lecz, co gorsza, postępuje według swego niebachnego wyobrażenia, narażając się na straty.

Przytaczamy, dla przykładu, że, zamiast, jak to powtarzamy, wpłacić pieniądze do banku na rachunek Banku Związków Spółek Zarobkowych (Warszawa, ul. Jasna, 1), interesant żąda od banku w Paryżu, aby pieniądze wyplacono tej i tej osobie w Krakowie czy Radomiu. Skutek jest ten, że bank w Paryżu przyjmuje sam przekaz, zamienia go na marki po nieoficjalnym kursie i wysyła, bez pośrednictwa Banku Związków Spółek Zarobkowych! Z tego wynika, że wysyłający traci na zamianie pieniędzy konajmniej dziesięć procent i że Bank Polski traci na obrocie a zarabia obca instytucja. Co ciekawsze, że, w następstwie, kliwent ma pretensje do Banku Związków Spółek Zarobkowych, który pominął... i do naszych informacji, że ich nie usłuchali!

Powtarzamy więc, po raz ostatni, że, aby wysłać pieniądze do kraju, trzeba wpłacić daną sumę we frankach do *Banque Française, 17, rue Scribe, Paris* (a nie w innym banku) na rachunek Banku Związków Spółek Zarobkowych, Warszawa, ulica Jasna 4, wziąć pokwitowanie na wpłacone pieniądze (za markę stemplową plac i po 20 centimów od stu franków). Ponadto, żadnych wskazówek bankowi w Paryżu udzielać nie trzeba, bo się tylko gromadzą tem operacją. Dalej, otrzymany kwit należy zachować u siebie. Dalej, trzeba napisać list, po polsku, do Banku Związków Spółek Zarobkowych i w liście tym powiedzieć, że dnia tego i tego, za kwitem numer ten i ten, wpłaciło się w Paryżu, na rachunek tego Banku tyle i tyle pieniędzy i że żąda się, aby te pieniądze były wypłacone temu i temu w Polsce, mieszkającemu tam i tam. Kto chciał sobie w ten sposób składać pieniądze w Polsce, może żądać, aby Bank Związków Spółek Zarobkowych otworzył mu rachunek i zapisywał pieniądze wpłacane w Paryżu. Przy tej manipulacji, osiąga się najlepszy kurs dzenny pieniędzy i, wobec doskonalej a potężnej organizacji Banku Związku Spółek Zarobkowych, ma się całkowitą gwarańcę, że pieniądze dojdą na czas i użyte będą według życzenia.

Nadmieniamy przytem, że, z uwagi na napływ w tej kwestii zapytań ze wszech stron, odpowiadzi udzielać będziemy tylko prenumeratorom « Polonii ».

NARESZCIE

Jak wiadomo, rząd cesarsko-rosyjski, w celach rusyfikacyjnych, nie tylko zamieniał był kościół, szczególnie unickie, na cerkwie prawosławne, lecz wszystkie, będące w jego władaniu miasta i miasteczka stroił mniej lub więcej zielono-złotawemi cybulkami prawosławia. Najpiękniejsze dzielnice, najbardziej ozdobione środowiska zagrabięte pod budowę cerkwi, nakazując równoczesnie przymusowe oprowadzanie gmin całych i instytucji polskich a nawet osób prywatnych! Wskutek tego, Ziemia byłe zaboru rosyjskiego z Warszawą na czele, nabraly charakteru, przypominającego kontury jakiejś wschodniej Wiazy, Astrachania czy Kaługi...

Po zajęciu tych Ziemi przez niemców a ostatecznie po wyzwoleniu ich całkowitem, rosyjskie cerkwie, które zresztą nie miały już wyznawców, zamieniono na kościoły katolickie garnizonowe... tak, że podottage już nie tylko stolica nasza, lecz miasta takie, jak Kalisz, Radom, Łomża, Płock, aż do miast powiatowych, rażą symbolami nienawiści, symbolami przemocy. Nic podottage nie uczyniono ażeby coprzedzej te dzieła rusyfikacji poprostu skasować, rozebrać. Przeciwnie, zaczęto objawiać tendencje zachowania tych azjatyckich pomników budownictwa, widząc w zamienianiu ich na kościoły katolickie tryumf religii katolickiej nad prawosławną.

Było to i jest pojęcie wskroś błędne. Przedewszystkiem, cała połowa Polski nosiła by nadal piętno niewoli, piętno wschodniej cywilizacji, dalej, cerkwie, zamienione na kościoły, stały by się ciągła kościa niezgody i nienawiści w stosunkach z najbliższymi naszymi sąsiadami, z którymi, jako pozbawionymi charakteru autokratycznej i ciemniejącej monarchii, musimy dojść do jakowychszośnych relacji, a nakoniec religia katolicka u nas jest tak możliwa, że zdolna jest dźwignąć sobie, o ile będzie potrzeba, wspanialsze świątynie, wolne od szatańców prawosławia i tak wybitnie charakteru bizantyjskiego.

Niestety, podottage nie było żadnej co do tego decyzji i raczej było potępienia godne spieranie się...

Tak było, niestety. Po razy kilka, np. przykład, zapowiadano bezskutecznie rozebranie soboru prawosławnego w Warszawie, pobudowanego w sercu stolicy, na najpiękniejszym placu, na tym placu historycznym, gdzie winien stanąć pomnik Wolności... A równoczesnie okrutnie gniewano się, gdy korespondenci zagraniczni, przybywcy do Warszawy i widząc we wszystkich perspektywach, nawet przytroczone do starej gmachów i pałaców, rosyjsko-wschodnie emblematy prawosławia, rozpisywali się, że Warszawa ma wybitne cechy Uralu, że nad Wisłą zaczyna się Wielka Rosja...

Mieszkańcy stolicy naszej bardzo z tego powodu byli zagniewani, ileż oswoili się bodaj z tem, że « cybulki » prawosławne rozpięrać się muszą co kroku, nawet przy pałacu w Lazienkach, nawet nad wejściem głównym do Szkoły podchorążych, nawet w Szpitalu Ujazdowskim, nawet w Politechnice, Uniwersytecie i przy każdych

koszarach!... Dla przyjezdnych wszakże polaków, dla tych, którzy dawno w kraju nie byli, owe rewelacje korespondentów zagranicznych miały cechy smutnej, bolesnej prawdy, na którą wołali o młoty, o kilofy, o natychmiastowe zarządzenie rozbiórki tych niepotrzebnych, a niezgodnych z charakterem cywilizacji naszej, gmachów...

Aż oto, niby pierwsza jaskółka, nadchodzi pierwsza wieś dobra...

Oto, pod przewodnictwem ks. Chrzanowskiego, odbyło się posiedzenie sejmowej podkomisji robót publicznych z udziałem ministra Kędziora, delegatów ministerialnych Jakimowicza i Wojciechowskiego oraz innych delegatów: Przybylskiego z Koła architektów, Syllera i Grochowicza z Związku budowlanego, d-ra Kłyszewskiego z Tow. opieki nad zabytkami, Balińskiego i Nowodworskiego z rady miejskiej. Obradowano nad sprawą rozbiórki dzwonnicy i soboru na placu Saskim. W głosowaniu, większością trzech głosów, przeciwko jednemu zdecydowano zaproponować pełnej komisji natychmiastową rozbiórkę obu budynków.

Należy ufać, że ta uchwała znajdzie poparcie Sejmu, że Polska pozbędzie się cybulek prawosławnych a raczej, że pozostawi ich tyle, ile ich trzeba będzie, w wolnym i tolerancyjnym państwie, w stosunku do ludności wyznania prawosławnego. A więc, że, tem samem, ustanie obchodzenia trumfalnych obchodów narodowych pod sklepieniami, wystrojonemi w wizerunki świętych rosyjskich, a tchnącemi ciągle wiewem carskiego ciemienia.

STYX.

POLONIA, jako czasopismo idące o własnych sítach, liczbę bezpłatnych egzemplarzy redukuje tylko do egzemplarzy, wysyłanych bibliotekom, czasopismom i przedstawicielom francuskiego świata politycznego, nikomu innemu wysyłać bezpłatnie numerów nie może i nie bedzie.

POLSZCZYZNA

Krótką, lecz lapidarną notatką, zamieszczoną w jednym z ostatnich numerów « *Myśli Niepodległej* » zwraca uwagę na karygodne zachwaszczenie mowy ojczystej przez całe rzesze wychowanych w obcych środowiskach « specjalistów. »

Czytamy w tej notatce:

« Gwałtowny przewrót stosunków sprawił, iż wypłynęły u nas na powierzchnię życia ludzie, chowani w obcych środowiskach, którzy myślą, mówią i piszą po polsku, jak cudzoziemcy. Im to zawdzięczamy wprowadzenie do naszego języka takich dziwolągów, sfabrykowanych na sposób niemiecki, jak « Lechfilma », « autoskład », « autokolumna », albo « skład personalny », « sprawy materjalne », widniejące w rozkazach dziennych, albo « rzeczowe świadczenia wojenne », « stemple na obiektybach drewnianych », « pobieranie dotacji », « specjalistyczne kuracje », « deklaracje interesu połączonego z dostawą », « organ mający przeprowadzić instradację », « trasy pociągowe », « sporządzanie inwigilancji », « desygnowanie na komendanta », « papery wszytskich sort », « postanowienie rozporządzenia ministerstwa », do czego dochodzą wpływy septentrionalne, widoczne w nazwach geograficznych, jak « Borszczówka », « Temnogajcy », « Zagajcy », « Kaszczyncy » (Barszczówka, Cierniogajce, Zagajce, Koszczynce), lub wpływy chyba tylko esperanta, jak « ordre de bataille samochodowy », « oleat stanu dróg » (?), « mapa instracyjna » i tak bez końca. »

« Czem są wobec tego drobne usterki językowe publicystów a nawet poważniejsze dziennikarzy, pracujących z pośpiechem, wobec tej fali błędów, dziwolągów, obcych naleciałości i wszelakich potworności, rozlewającej się bez jakichkolwiek tam i stawideł po przestrzeni naszych urzędów wojskowych i cywilnych? Wciąż rozlegają się wołania rozpaczące o ratowanie naszego języka, tej naszej najważniejszej spójni narodowej i politycznej. Nie wystarczają jednak lamenty.

Należałoby urządzić w tej sprawie zjazd poważ językowych i na nim zastanowić się nad środkami ratunku, z wynikami zaś udać się do rządu, a może nawet do sejmu. »

Z naszej strony, pozwalamy sobie dodać, że przedwyszystkiem, jak podotąd, na znieprawianie języka polskiego, na wprowadzanie doń dziwolągów, wołających o pomstę, wpływają bezpośrednio kadry Wojska Polskiego.

Dzieje tego wojska aż nadto stwierdzają, że inaczej z początku być nie mogło nawet... Uprzytomnijmy sobie, że przecież, pomimo wszelkich usiłowań, oddziały, tworzone w Galicji, legionów musiały przyjąć system austriackich formacji a więc tem samem, w znacznej mierze, uledz skażeniom językowym, dalej skażenia te, dla tych samych racji, dotknęły formacje ochotnicze w Rosji a następnie Armia polska, tworzona we Francji, nawet oddziały, przybywające z Ameryki, wolontarzy, wnosiły do szeregow dziwolągi językowe. Na tą pieńce ich nie było czasu... Z chwilą zaś kiedy nareszcie na Ziemiach polskich powiąły sztandary regularnej armii narodowej, wówczas tendencja do znieprawiania języka polskiego wzrosła... a to dzięki temu, że do tej armii napływać zaczęli wyżsi oficerowie z armii rosyjskiej, austriackiej, niżsi z pruskiej, francuskiej, angielskiej. Ci oficerowie, nawykli do obcego ładu, ci oficerowie, którzy pojęcia nie mieli o polskim języku wojskowym, który przecież, poza nowoczesnymi wynalazkami wojennymi, istniał, ci oficerowie dokonali dzieła wołającego o pomstę do nieba, bo wręcz przyczynili się do wprowadzenia do naszej mowy już nie tylko barbarzyzmów, dosłownych tłumaczeń z niemieckiego, z rosyjskiego, lecz, poprostu, śmiesznych, nielogicznych dziwolągów...

O tem, że Wojsko polskie miało tradycje językowe rycerskie, że miało tradycje napoleońskie, rewolucji roku 1830-31, wojny węgierskiej, że przecież miało pisarzy wojskowych, którzy ubiali język, o tem panowie oficerowie wyżsi, po dziś dzień, nadewszystko nie mają pojęcie! A jeżeli i znajdują się między nimi wyjątkowe jednostki, to są bez wpływu na tą pieńce barbarzyzmów... Cóż tam ich obchodzić może, iż był tą pieńce i pisarz wojskowy, jak Jakubowski, jak Chrzanowski, co im do dzieł Mierosławskiego, co do tradycji.

Dla dokonywania prac językowo-wojskowych powołano oddawną szereg komisji, lecz komisji albo nie mających pojęcia o wojskowości, albo o duchu języka. Zaproszono do tych komisji ludzi, którzy czystości wyrażen, nawet w mowie potoczej, zachować nie umieją i ich wyznaczano do « polszczenia » słownictwa wojskowego.

Tak się działa i dzieje podotąd. Raporty, meldunki wszelakie, dokumenty wojskowe są stekiem barbarzyzmów, cudactw, przypominających czasy, gdy rządy zaborce, obok urzędowego tekstu niemieckiego lub rosyjskiego, zamieszczały niekiedy tłumaczenia na język polski.

Rada? — Jest w tej chwili trudniejsza niż się « *Myśli Niepodległej* » wydaje...

We wszystkich komisjach wojskowych, a więc i w językowych, przewodniczą galony i gwiazdki. Kto ma ich więcej, ten się lepiej zna na polskim języku, choć w co drugiem zdaniu popełnia trzy błędy. Innemi słowy, trzeba stworzyć nowe komisje językowe i takie przedwyszystkiem, które by raczyły przypomnieć sobie, że zarówno w Warszawie, jak i w Krakowie, pracowano latami nad wytworzeniem polskiego języka technicznego, że zdolano już wytepić wiele błędów i że tymczasem wystarczyło by bodaj to, co już dawno jest, a co jest lekceważonem.

Niewątpliwie, że przyjdzie czas i na wymieście śmieci językowych. Niestety, nieprzedko jeszcze. Tymczasem, Wojsko polskie, cała młodzież nasza skazana jest na lata kaleczeniami mowy

polskiej... Dlaczego, a no dlatego choćby, że, po roku rządów polskich, wszyscy mieszkańcy Warszawy, po dziś dzień, muszą nosić przy sobie i legitymować się niemieckimi paszportami...

Administracja i księgarnia POLONII otwarte są codziennie, za wyjątkiem niedzieli i świąt, od godziny 2 do 5 po południu.

KRONIKA

◆ Prosimy.

Prosimy wszystkich odbiorców POLONII o komunikowanie wszystkich uchybień w odbiorze naszego czasopisma, prosimy również o wybaczenie ich, ileż zaprowadzenie sprawności administracyjnej, przy tak wielkim nakładzie egzemplarzy, wymaga kilku tygodni czasu.

POLONIA wychodzi regularnie, nie później się, idzie na pocztę w piątek po południu, odbiorcy nasi powinni ją odbierać w soboty w Paryżu, w niedziele na prowincję w poniedziałki w Belgii, Anglii, Szwajcarii. Jeżeli więc ktoś numeru tygodniowego nie otrzymał, powinien reklamować.

◆ Osobiste.

P. Stefan Aubac, współpracownik *Polonii*, wyjechał de Warszawy, jako korespondent dzienników paryskich, *Le Journal'a* i *L'Intransigeant*. Przed wyjazdem swym, p. St. Aubac miał posłuchanie u Pana Prezydenta Rzeczypospolitej, Paul Deschanel'a.

◆ Dla ułatwienia.

Dla ułatwienia w opłacaniu prenumeraty udzieliliśmy do przyjmowania tejże upoważnienia p. Rembelskiemu, właścicielowi skłdu materiałów piśmiennych przy ul. Furcy, 3.

◆ W sprawie udzielanych przez nas informacji.

Wraz z ukazaniem się pierwszych numerów « *Polonii* » jesteśmy zasypywani zapytaniami w różnych sprawach, rodaków naszych pośrednio lub bezpośrednio dotyczących. Udzielamy informacji, w miarę sił i możliwości, lecz obeczenie musimy tu zaznaczyć, iż nadal udzielać ich możemy tylko naszym prenumeratorom.

Dla tą samej racji nie będziemy zamieszczali żadnych notatek ani obwieszczeń, pochodzących od osób postronnych, nie należących do naszych stałych odbiorców.

Zastrzeżenia te wynikają jedynie z potrzeby zastosowania naszej pracy do rozmiarów poczytności i z obowiązku dania pierwszeństwa i poparcia tym, którzy nas popierają.

◆ Korczak Skurewicz.

Biuro Attaché Wojskowego przy Poselstwie Polskiem w Paryżu podaje do wiadomości, że Jerzy Korczak-Skurewicz, piętnastoletni chłopak, którego do niedawna widywano w Paryżu i w okolicach w mundurze wojskowego polskiego lub francuskiego, został przed kilku dniami aresztowany.

Wobec faktu, że Korczak-Skurewicz, podając się za kuriera dyplomatycznego władz polskich, zdążył prawdopodobnie oszukać cały szereg osób, poszkodowani proszeni są o zgłoszenie wszelkich, w tej mierze, zażaleń do Biura Attaché Wojskowego, 4, rue de Chanaleilles, w Paryżu.

◆ Biuro Banku Związku Spółek Zarobkowych w Nowym-Yorku.

Potężna Instytucja poznańska, Bank Związku Spółek Zarobkowych, otworzyła Biuro własne w Nowym-Yorku pod firmą: *Union Bank of the Co-operative Societies*, ulica Broadway, 141, room 421. New-York City. U. S. of A.

Otwarcie tego Biura witamy z największą radością. Odda ono niesłychane usługi wszystkim naszym rodakom w Ameryce, dobrze ich z odmętu całego szeregu, mniej lub więcej, nieznających stosunków krajowych przedsiębiorstw.

Bank Związku Spółek Zarobkowych, który tyle dobra przysporzył był braciom naszym pod dawnym zaborem pruskim, jest najbardziej wskazanym do ujęcia przedsiębiorstwa w całym ruchu bankowym amerykańsko-polskim.

⇒ Nasz adres telegraficzny.

Aby ułatwić komunikowanie się z nami wszystkich Rodaków, zarówno we Francji, w Polsce jak i zagranicą, złożyliśmy skrócony adres dla telegramów.

Brzmi on: POLONIOP-PARIS.

Czyli, że przy wysyłaniu do nas telegramów, miast długiego adresu, miast ponoszenia za adres znacznych opłat, wystarcza za cały adres do POLONII napisać POLONIOP PARIS a telegram dojdzie naszych rąk bez mitregi.

⇒ Pieniądze do odebrania.

Otrzymaliśmy z 26 kompanii Legii Cudzoziemskiej w Assaka dwa przekazy pocztowe:

Dla Duszy na 60 fr. 50 cent.

Dla Dymerskiego na 6 fr. 50 cent.

Przekazy te są do odebrania, w godzinach biurowych, w Administracji POLONII.

⇒ Koncerty Śliwińskiego.

W ostatniej chwili, dochodzi nas spóźniona wiadomość o tem, że znakomity pianista i wirtuoz polski, J. Śliwiński, koncertuje w Paryżu w Sali Gaveau, 45 rue de la Boetie; ostatni koncert (trzeci) odbędzie się we czwartek, dnia 19 lutego, o godzinie 9 wieczorem.

⇒ Komunikacja z Polską.

Czyniąc zadość licznym zapytaniom, jak najdogodniej dostać się do Polski, podajemy następujące szczegóły.

Trzy razy na tydzień, z dworca Est, wychodzą pociągi bezpośrednie (godzina 7 min. 25 wieczorem, w poniedziałki, środy i czwartki) pierwsza klasy, wagon sypialne, pociągi te przybywają do Warszawy we czwartki, soboty i niedziele o godzinie 9 minut 20 rano. Podróż więc trwa dwa dni i trzy noce. Jest to droga bardzo kosztowna, wynosi 700 fr. w jedną stronę, co więcej, na miejsce w pociągu trzeba czekać po kilka tygodni. W tej chwili, wszystkie miejsca, do 20 lutego, są już zajęte. Zapisy na te pociągi przyjmuje Kompania Wagonów Sypialnych, ileż, począwszy od dnia 1 lutego, władze wojskowe francuskie już się ruchem podróżnych w tych pociągach nie zajmują. Legacja Polska również nie interweniuje przy wydawaniu biletów.

Komunikacja przez Szwajcarię, Austrcję i Czechosłowację, na Bogumin, Oświęcim, jest możliwa, choć już znacznie utrudniona, nie tyle przez wizy paszportowe, ile przez niezyczliwość szwajcarów a później czechów. Szwajcarzy podają podróżnych bardzo niemilej rewizji i nie mają zachowania dla przejazdu (tranzysto) to znaczy, że, ponieważ istnieją w Szwajcarji rozmaita przepisy, zakazujące wywożenia takich i takich przedmiotów, przeto szwajcarzy konfiskują te przedmioty nawet przejeżdżającym przez ich terytorium. Mnóstwo z tego powodu rodacy nasi mieli przykrości. Też same "zasady", i w daleko nieprzemijeszym stopniu, stosują do polaków czesi. Sytuację zaognia stan plebiscytowy, boć przecież i obsadzony przez czechów Bogumin Polsce się należy. Znamy takie fakty, że polak z Ameryki, tylko dzięki pomocy konsula generalnego amerykańskiego i dzięki temu, że sam miał obywatelstwo amerykańskie, zdążył wyjechać do Polski z temi dolarami, które sam do Czech przywiózł. Oficerom francuskim, noszącym orzelki polskie, nie wolno było wychodzić z dworca w Boguminie itd. Te obostrzenia i trudności nie były stosowane do pociągów "diplomatycznych", bezpośrednich, które pozostawały pod ochroną strażą wojskową francuską, czy i te pociągi nie spotka teraz inne traktowanie niewiadomo.

Komunikacja na Kilonię, a więc przez Niemcy, w tej chwili, nie jest uregulowana i również dla nas, polaków, przedstawia wiele trudności. Przedewszystkiem, potrzebne są wizy: francuska, angielska, belgijska i niemiecka. Dalej, w Kolonii, obsadzonej przez angielskich, trzeba odbyć postój dziesięciogodzinny i przeprowadzić ponowne zawiżowanie paszportu i następnie, w Berlinie, odbyć znów całodzienną stację i znów uzyskać od władz niemieckich zezwolenie na dalszą drogę... która jest już niedaleka, bo Polska tuż.

Droga zwykłymi pociągami, na Szwajcarię, Austrję i Czechy, trwa około pięciu dni. Droga przez Niemcy namniej sześć.

Należy mieć nadzieję, że te opłakane stosunki ustana niebawem, że sfery miarodajne zwrócią uwagę na odcięcie Polski od... Europy.

BANK ZWIĄZKU SPÓŁEK ZAROBKOWYCH w Poznaniu

KAPITAŁ ZAKŁADOWY 60 MILIONÓW MAREK

Oddziały: w Warszawie (1 ulica Jasna); w Gdańsku, Toruniu, Krakowie i Lublinie.

Załatwia na najkorzystniejszych warunkach wypłaty w całej Polsce wzamian za franki, wpłaty one na jego rachunek w BANQUE FRANÇAISE, 17, RUE SCRIBE, W PARYŻU.

Przekaź do 1000 Fr. bez potrzeby zezwolenia "Commission des Changes".

Bliższych informacji udziela Administracja "POLONII", 3 bis, rue La Bruyère
pomiędzy 4 - 5 pp.



BANQUE FRANÇAISE pour le COMMERCE et l'INDUSTRIE

Capital 60 Millions — 17, RUE SCRIBE — PARIS

PRINCIPALES OPÉRATIONS

Dépôts de Fonds avec intérêt — Compte de Chèques — Garde Titres — Lettres de Crédit — Vente et achat de monnaies — Change — Délivrance de chèques sur tous pays — Location de coffres-forts.

Produits Pharmaceutiques et Chimiques
Herboristerie — Alcaloïdes

Pierre de Nankine, Lowenfeld & Cie

9, rue Richelieu, PARIS (VIII^e)

Tél.: Central 06-27

FOURRURES — PELLETERIES

E. ROSNER & Cie

48, rue du Coli-é, PARIS (8^e)

Tél.: Elysée 21-46

Optique et Lunetterie Américaine — Watermans & Conlinks

AMERICAN BIFOCAL CO

18, Boulevard des Italiens, PARIS

ZAKŁAD MEBLOWO-TAPICERSKI

S. GUTTMAYER 4, avenue Bosquet PARIS (VII^e)

Podejmuje się wszelkich robót dekoracyjnych
Odnawia meble starożytne

HENRYK HUT

FUTRA
wielki wybór wyrobów
Kuśnierskich

66, Rue de Provence, PARIS. — Tel.: Trudaine 61-91

Ceny ogłoszeń. Za wiersz jednoszpaltowy
lub jego miejsce 6 fr. Za takiż wiersz w środku
numeru, między tekstem francuskim i polskim,
10 fr. Jako miarę przyjmuje się zawsze wielkość druku petitem.

ANTIQUITÉS & OBJETS D'ART
J. BAUER
162, Boulevard Haussmann, PARIS — Tél. Elysée 07-71
Kupuje i placzy drogo meble starożytne,
brony, makaty.

FUTRA — WYROBY FUTRZANE
REPARACJE — PRZERÓBKI

S. BESTER

43, rue d'Hauteville — PARIS

L. FROCHMANN KRAWIEC MEZKI
20, B¹ Montmartre, 20, Paris
Téléph. Louvre 26-79

PHOTOGRAPHIE d'ART et de SPORT

PAUL DEMÉZY

9, avenue de la Grande-Armée
PARIS (place de l'Etoile)

Założyciel i Właściciel B. BRZESKI
Fotografie artystyczne i paszportowe

BIENENFELD JACQUES

KUPUJE: Perły, Drogie Kamienie,
Biżuterje okazyjne.

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph.: CENTRAL 90-10

WAŻNIEJSZE INSTYTUCJE POLSKIE W PARYŻU

Legacja Polska (ambasada), 41 bis, avenue Kléber
Telefon: Passy 13-68.

Delegacja Polska, 15, avenue George-V. Telef. Elysée
19-86; 19-87; 19-88.

Polska Misja Wojskowa zakupów, 15, avenue d'Iéna.
Telef. Passy 68-38; 68-39; 67-76; 68-34.

Polski Konsulat Generalny, 5, rue Godot-de-Mauroy,
Telef. Louvre 11-86. Paszporty wydaje od 9-12 i
od 2-5.

Attache wojskowy przy Legacji polskiej, 4, rue de
Chanaëilles. Telef. Saxe 76-76.

Biuro Repatriacji, 4, rue de Chanaleilles.

Kościół Polski, 263 bis, rue Saint-Honoré.

Biblioteka Polska, 6, quai d'Orléans. Otwarta od
do 4 pp.

Opieka Polska (dobroczynność), 6, quai d'Orléans,
od 1 do 4 pp.

Księgarnia Polska "POLONIA", 3 bis, rue La
Bruyère, od 2 do 5 pp. Telefon: Trudaine 61-42.

LE GÉRANT: P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.